

AVEC VOUS, POUR DEMAIN

Nous engageons l'écriture d'un projet pour la société que nous voulons imaginer et construire avec les Français.

Beaucoup nous pressent, à juste titre, de redonner une espérance, de tracer des perspectives. Pas simplement des réponses à court-terme. Pas davantage un simple catalogue de propositions.

Le moment va venir de préparer un programme pour gagner en 2012. Mais l'urgence aujourd'hui est de *mettre en avant des valeurs et de préparer des choix qui pour nous, demain, dessinent une civilisation.*

Car le monde ne cesse de connaître de profondes et incessantes transformations. Elles bouleversent la création et le partage des richesses, accélèrent l'organisation de puissances continentales, et mettent en jeu l'avenir même de la planète. Ces transformations légitiment l'engagement des socialistes, aujourd'hui comme hier. Mais nos initiatives resteront vaines, si elles se bornent à de simples ajustements gestionnaires, ou si elles s'accommodent de nouvelles formes de dominations ou d'exclusion. Ce monde nouveau, autant que celui du XXème siècle, comporte sa part de fractures et d'inégalités, d'exploitations et de menaces sur l'essentiel. A nous de lui apporter sa part d'humanité.

Nous sommes sommés de réagir à une crise brutale. Ce n'est pas cette crise qui change le monde, car depuis longtemps, *les excès du capitalisme ont produit ce recul de civilisation* : l'explosion de la précarité, le paroxysme des profits et des hautes rémunérations, la prise en otage du salariat et des protections sociales par la concurrence sans limites ne datent pas de 2008.

Le krach de l'économie financière et ses conséquences sur l'économie réelle montrent que les crises et l'absence de règles sont devenues l'ordre normal du système. Aux yeux de tous, apparaissent ainsi les limites et les dysfonctionnements du système.

C'est sans nul doute un moment privilégié pour le changer, pour dépasser les obstacles, et non pas revenir au monde d'avant.

Nous ne partons pas de rien, mais d'un siècle de combats. Ceux des luttes ouvrières, du socialisme démocratique, du militantisme des associations et des syndicats, du mouvement des femmes et des causes justes qui ont fait bouger ce pays. Cette histoire, ces combats nous ont armés d'un idéal et de valeurs fortes face à l'injustice ou l'arbitraire. Ce sont nos balises, revendiquons-les, ne les trahissons pas.

Cependant, chacun l'a compris, chaque génération, face à des temps nouveaux, doit apporter sa contribution pour affronter les défis contemporains. Pour nous, ces défis s'appellent maîtrise de la globalisation économique, survie écologique, fractures et relations des Nord et des Sud, et encore et toujours, combat pour la justice.

Notre génération, la « cinquième » du socialisme français, a tardé à affronter ces défis. Le fil du récit historique de la gauche s'est rompu. Reprenons-le !

Nous nous engageons dans cette démarche pour faire du Parti socialiste le moteur de changements attendus et de vrais progrès, une force politique porteuse d'une alternative crédible et de la part de rêve utile pour mettre en mouvement l'action collective.

Nous n'avons plus à faire nos preuves pour gérer le quotidien des affaires publiques : l'expérience gouvernementale, les responsabilités locales en témoignent.

Mais le doute s'est installé. Il doit beaucoup au spectacle permanent de nos divisions et des ambitions personnelles, qui discrédite le parti comme acteur collectif. Plus grave encore, mais pas uniquement de notre responsabilité, s'est imposé le sentiment d'indifférenciation entre la gauche et la droite : la prétendue « ouverture » de Nicolas Sarkozy a délibérément accrédité l'idée d'une continuité entre la gauche et la droite. Beaucoup tient aussi à nos propres manquements, nous avons trop souvent donné le sentiment que nous mollissions sur nos valeurs.

Nous devons reconstruire la crédibilité collective, d'ici à 2012, étape après étape : **chaque Français doit avoir une idée claire de ce que nous voulons et pouvons changer dans sa vie, et dans la société.**

Nous avons à faire la démonstration de notre capacité réelle à mobiliser l'intelligence collective, pour doter de sens les changements à conduire dans la société française.

C'est pourquoi, à chaque étape, nous donnerons la parole aux Français, à des citoyens, aux acteurs économiques et sociaux, à des chercheurs et à des artistes. Grâce à ce dialogue, nous donnerons le signal d'une insurrection de l'imagination citoyenne. On ne fait pas un « projet de société » sans la société. Car des solutions existent pour remettre la France en marche.

NOUS POUVONS AVANCER ENSEMBLE

Le monde dans lequel nous vivons se transforme.

Le monde a changé. La politique ne l'avait pas prévu.
Nous devons aider notre pays, et l'Europe, à sortir de l'imprévoyance.

L'état de l'économie, la réalité des rapports sociaux confirment chaque jour notre raison d'être et d'agir. Tant d'inégalités, de précarités et d'irrationalité se sont additionnées. **Le PS n'est pas un parti confiné dans la protestation, pour autant il doit regarder l'état du capitalisme les yeux ouverts.**

Le chemin qu'a emprunté depuis plus de vingt ans en Europe l'économie de marché dérégulée et financiarisée n'est pas la voie unique dont il faudrait s'accommoder. L'insécurité sociale doit être résolument combattue. Vivre avec le marché ne signifie pas renoncer à la justice et à la cohésion sociales.

Les pays d'Europe, et leurs peuples, font aujourd'hui les frais de ces impasses des politiques néolibérales, qui ont mis en panne à la fois l'économie et la protection sociale. Là où la social-démocratie a voulu reprendre à son compte cette fausse rationalité, elle y a perdu, non seulement son identité, mais aussi l'efficacité économique et sociale. L'affaiblissement du contrat de travail –sans réelle contrepartie de compétitivité !-, les écarts inacceptables de rémunération minant la cohésion sociales sont devenus, bien avant la crise de

2008, des tendances lourdes, face auxquelles ni l'Union européenne, ni même les gauches au pouvoir n'ont su ou voulu construire de digues.

Nous devons regarder en face la mondialisation.

Nous avons –tardivement- pris la mesure de **l'incroyable accélération de la mondialisation des systèmes productifs et financiers**, et des nouveaux rapports de force. Il n'est plus temps d'osciller entre protectionnisme et libre-échange. Erigés en dogme, l'un comme l'autre sont dévastateurs.

Cessons de faire comme si la mondialisation ne changeait rien pour la gauche, que le « compromis » d'antan pouvait se perpétuer sans effort de changement. Arrêtons de parler de solidarité et de progrès social en France sans regarder l'état de l'Europe et la mondialisation. Les Français doivent savoir qu'il n'y aura pas de hausse du pouvoir d'achat durable en France si la concurrence entre salariés s'aggrave à l'intérieur de l'Europe. Nous ne pourrons pas maintenir notre niveau d'emploi et de protection social si le dumping social et fiscal continue en Europe. Nous ne sauverons bien peu de notre industrie si nous ne mettons pas un frein à la concurrence déloyale qui est menée par certains pays « émergés », vers lesquels le monde se recentre, à commencer par la Chine. Nous ne résoudrons pas mieux les problèmes environnementaux et climatiques si nous laissons ces mêmes pays pratiquer le dumping environnemental.

Ils savent aussi que nous devons affronter l'économie réelle, dessiner les contours d'une économie mixte performante, mobiliser des ressources considérables pour la recherche et l'innovation.

La révolution numérique est « notre » révolution industrielle.

Elle produit des transformations radicales des organisations, du travail et des échanges, des pratiques culturelles et de la consommation. Elle est aussi cause et symptôme de la mondialisation accélérée. Nous devons comprendre ces transformations pour ne pas nous contenter de les subir, car elles apportent le meilleur, le partage et la connaissance, mais aussi le pire.

L'économie en est bouleversée. L'industrie, les services produisent autrement, avec moins de travail, souvent avec plus de stress et encore plus de compétition. L'économie immatérielle dicte de profondes ruptures, crée des richesses sans pour autant améliorer mécaniquement la situation des salariés.

Le capitalisme de l'information a déjà fait éclater les modèles économiques des médias, des industries culturelles, ou de la distribution d'innombrables biens et services. La « bataille d'Hadopi » est l'une des illustrations récentes de cette mutation non programmée.

Dans la société en réseaux, Internet renouvelle le mode d'emploi de la démocratie, l'exercice du pouvoir. Il renforce une aspiration puissante à construire son propre destin et sa propre identité sociale.

La convergence demain, bientôt, des nanotechnologies, des sciences cognitives, de la biologie et bien sûr des technologies de l'information contribue à cette grande mue du capitalisme. Elle soulève déjà des questions politiques et éthiques essentielles. Elle préfigure, aussi notre futur, privé et public, marchand et non-marchand, et nos libertés.

Les chocs écologiques imposent l'urgence d'un nouveau modèle.

Réchauffement climatique, transition énergétique difficile, mais aussi appauvrissement de la biodiversité, ou crises sanitaires : tout cela signe **l'entrée dans des risques majeurs, mal balisées par l'imprévoyance collective, et aggravée par le cynisme des prédateurs.**

Les Français les plus exposés seront toujours les moins aisés, les moins favorisés, pour qui le coût des crises pèse le plus lourd dans la vie quotidienne : alourdissement du poste énergie dans leur budget parce que le coût de l'énergie augmente et qu'ils n'ont pas les moyens d'investir pour en diminuer l'impact, augmentation du poste mobilité dans leur budget parce qu'il faut bouger pour travailler, hausse du poste alimentation à cause des prix alimentaires. Dans le même temps le pouvoir d'achat stagne. La course à la productivité, qui est d'abord la course à la productivité du travail, reste le modèle dominant. Comme si les ressources naturelles, dont l'exploitation sans limites ont permis le formidable essor de l'âge industriel, étaient toujours inépuisables.

Le projet social-démocrate a forgé le modèle social dont les amortisseurs installés au cours des cinquante dernières années, permettent d'atténuer le choc de la crise économique. Mais il n'y a pas encore d'amortisseurs écologiques.

Au-delà du risque planétaire qu'il faut en urgence prévenir, la crise écologique déclenche au fond deux niveaux de réponses, sur l'échelle des choix politiques. Le premier niveau, coûteux mais riche en innovations, se dessine autour de **la « croissance verte »** : « greenwashing » des politiques publiques, technologies vertes, économies d'énergie et énergies renouvelables. La croissance verte donne au marché un rôle de plus en plus important pour faire face aux défis environnementaux.

Nous devons préparer des réponses plus exigeantes que l'écologie marchande, **celles qui mettent en jeu le modèle de développement lui-même**, le contenu et les indicateurs de la croissance. Comme la crise financière, les chocs écologiques imposent de se donner des objectifs de changements profonds, graduels dans l'organisation économique, les espaces urbains, la mobilité et les transports. Ce changement doit être radical dans son ambition, mais forcément progressif dans sa forme.

La grande inquiétude des générations.

Aucune génération n'est épargnée par les chocs démographiques, toutes doivent exprimer leur solidarité.

L'avenir des jeunes constitue une angoisse, pour eux-mêmes comme pour les deux ou trois générations de leurs aînés. Nul ne l'ignore, la situation d'une part croissante de la jeunesse est objectivement détériorée. Plus de 800000 jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans sont concernés par la pauvreté. C'est par dans cette tranche d'âge que le taux de pauvreté est le plus élevé. Au-delà, même si la jeunesse est multiple, elle est traversée par une problématique commune : plus éduquées que les générations précédentes, les jeunes générations sont confrontées à des difficultés d'insertion économique et sociale nettement aggravées.

Mais si l'avenir des jeunes générations constitue une préoccupation centrale, c'est également parce que la détérioration de leur situation fait vaciller l'équilibre de la société dans son ensemble et menace la cohésion sociale. La plupart des Français estiment ainsi que la vie de leurs enfants sera plus difficile que la leur, et ce pessimisme figure parmi les plus élevés en Europe. En ce début de siècle, l'idée domine que demain sera moins bien qu'aujourd'hui, et pour la première fois en temps de paix, l'avenir n'est plus porteur de progrès

social. Or, une société qui ne croit plus en l'avenir est une société qui régresse, paralysée par l'angoisse et la défiance. Prendre à bras le corps la question de l'avenir de la jeunesse devient ainsi une priorité nationale.

La solidarité entre les générations exige aussi de **regarder le nouvel horizon du vieillissement**, avec la volonté de réduire le mal-être. Or, depuis la création de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA), le combat pour l'autonomie de nos aînés ne progresse plus. L'avenir des retraites est programmé sans faire appel à des principes justes. Le report de l'âge de départ devient la réponse unique. Les Français sont lucides sur les conséquences du vieillissement, mais là encore ils n'accepteront pas les fausses raisons et les réformes injustes. Nous bâtissons des règles collectives qui protègent les plus vulnérables, usés par le travail, et laissent les choix individuels possibles.

Mais le premier des droits reste celui de conserver dignement toute sa place dans la cité, d'avoir des projets tout au long de sa vie, y compris pour contribuer à améliorer la vie des autres.

Ce monde que nous voulons construire

La France, quand on l'écoute, exprime **un immense ras-le-bol**, celui qui naît de la dureté des rapports sociaux dans les entreprises, des injustices faites aux plus faibles, des violences urbaines, du chômage de masse qui revient et de l'insécurité sociale.

Extrait / conclusion de la note « cellule opinion + lab » juin 2009:

« L'explosion de la crise financière n'a fait qu'accélérer la prise de conscience de l'impasse dans laquelle trente ans de mutations du capitalisme ont entraîné les sociétés occidentales. Pour autant, l'opinion attend de ses dirigeants ou de l'opposition des propositions précises et fortes visant à construire un nouveau modèle de développement. La société dans laquelle les Français souhaiteraient vivre repose en particulier sur trois piliers :

- *la reconnaissance, à tous les niveaux (familial, professionnel, politique), de la valeur des individus*
- *la promotion d'une société régulée, où des valeurs de solidarité permettent d'encadrer les comportements excessifs liés au libéralisme économique*
- *un monde durable, respectueux des générations à venir. »*

Aucune de ces questions ne doit rester sans réponse de la part de la gauche.

Nous nous attacherons bien sûr à dire comment la France doit produire, comment le principe de justice doit guider la redistribution, à l'opposé des choix récents de la droite française. Nous privilégions l'innovation sur la rente, la progressivité de l'impôt sur toute autre méthode. Le faire avec clarté et crédibilité sera un pas nécessaire pour les socialistes, au terme de l'écriture de ce projet.

Mais un projet de société ne se limite pas à la batterie des politiques publiques, aussi nécessaires soient-elles. Nous devons d'abord nous atteler à rebâtir les fondations sans lesquelles vivre ensemble, la preuve est faite, devient impossible.

La société du bien-être.

Tout au long de leur histoire, les socialistes ont agi pour civiliser et modeler le mode de production, pour défendre le travail contre la rente, pour peser sur la répartition des richesses entre le profit et les salaires. Cette lutte qui est la notre ne sera jamais achevée.

Suffit-elle à garantir l'émancipation, la liberté, osons le dire, le bonheur ? Rien n'est moins sûr. Nous devons nous interroger plus radicalement sur le sens et les buts de l'action collective.

Ne passons-nous pas à côté d'aspirations essentielles, qui ne se résument pas à la possession de biens matériels ?

Est-il interdit à un parti politique de lancer à gauche ce questionnement ? Nous y avons répondu, en défendant la création culturelle, la laïcité, l'émancipation par l'éducation, et l'existence de biens communs (la santé, l'eau, l'environnement...). Nous poursuivons les mêmes buts, en imaginant et en construisant des villes « globales », et non plus seulement en traitant le malaise de périphéries et la violence des ghettos.

Mais il faut regarder plus loin. **Notre société ne porte plus le sens du vivre-ensemble, de l'ouverture, de la tolérance.**

La société du bien-être exige de développer de nouveaux liens, des solidarités concrètes et collectives, indispensables à **une société du souci de l'autre, du soin et de la responsabilité.**

Concrètement, c'est affirmer qu'à côté du temps de travail et de production, existent des lieux et des temps pour les liens sociaux, amicaux, familiaux et pour les engagements associatifs et citoyens...

En recherchant ce nouveau droit, pour les autres et pour soi, nous rêvons, revendiquons et préparons *la France des bonheurs possibles*.

L'action collective, qui dépasse les égoïsmes, s'adresse aussi à des individus.

Jaurès, dès 1898, l'avait magnifiquement décrit (« Rien n'est au-dessus de l'individu »). L'individu et le collectif ne sont pas adversaires. Tout au long du XXème siècle, le collectif a protégé l'individu, a aidé son émancipation, son indépendance. Pour les fondateurs de la Sécurité sociale eux-mêmes, l'égalité n'est jamais l'uniformité. Il faut en tirer les conséquences contemporaines.

Ce qu'il faut protéger et rénover à la fois, c'est le pacte républicain.

L'école de la République, avec sa capacité d'émancipation pour les enfants de France, sa gratuité, sa fonction de promotion...L'hôpital public, qui soigne chacun, dans les moments les plus graves, sans distinction de classe. Le maillage des services publics, porteurs de la promesse d'égalité entre les citoyens, entre les territoires. **Nous n'acceptons pas la privatisation de la République.**

Mais **notre modèle ne supporte pas plus le statu quo**, quand les attentes du quotidien sont pressantes. A nous de refaire la preuve que l'égalité républicaine est la meilleure garantie de la promotion de l'individu. A nous de montrer que les solidarités collectives, quand elles s'adaptent aux attentes individuelles, sont le meilleur appui possible pour chacun. A nous d'expliquer qu'il n'y a pas d'ordre sans justice, pas d'autorité sans respect, pas de sécurité sans progrès social partagé.

Pour apporter ces preuves, il faut assumer un discours clair sur les questions qui préoccupent les Français. Il faut, par exemple, regarder en face les difficultés de l'école publique qui ne remplit plus sa mission au regard des exigences d'égalité républicaine. Les Français, qu'ils soient parents ou grands-parents, attendent de nous un discours innovant pour une pédagogie et un soutien personnalisés. Ils attendent de nous que nous assumions que le modèle

de l'École de la Troisième République ne fait plus sens ni référence, si on l'adapte pas à la diversité d'une société fragmentée.

Les Français dans leur majorité sont attachés aux services publics. Mais ils sont convaincus des dysfonctionnements (surtout en ce qui concerne les services publics de « guichet »), ils attendent des vrais progrès, et non de fausses réformes qui remettent en cause la qualité et la proximité de la République. Ils veulent que les services publics soient des points d'appui pour leur accès personnel. Le modèle du service public standardisé est dépassé. Construire les services publics adaptés à ces nouvelles attentes est le meilleur moyen de les légitimer et de reconstruire du collectif.

Nous devons inventer, pour les services publics, des réponses personnalisées, capables d'entendre et d'accepter l'utilisateur, le citoyen, là où il est, en personne autonome et responsable.

Les **services publics personnalisés** de demain seront ceux qui sauront écouter chaque personne, éviter les traitements anonymes, respecter à la fois le principe d'égalité et les besoins des personnes. C'est vrai pour la santé, le logement, les transports, pour ces services publics qui sont des biens communs auxquels nous tenons. Il en va de même pour la sécurité, où la proximité des équipes de police, abandonnée après 2002, est vivement réclamée dans les quartiers.

Le bien commun, financé par l'impôt ou d'autres prélèvements, est désormais apprécié en fonction de ses performances précises. Ne sous-estimons pas la réticence des Français à l'égard de l'impôt quand il n'est pas affecté de façon directe et lisible à un service. Par temps de crise, l'argent public est une plaque sensible, et malgré les préférences collectives pour de bons services publics, il ne saurait échapper aux questions et à l'évaluation des citoyens.

La société des règles justes.

Vingt-cinq années de politiques néolibérales ont conduit la plupart des pays d'Europe, au nom du recul de l'État et de l'intervention publique, à renoncer peu à peu à ce qui faisait la force des démocraties : l'existence de règles communes et justes, la conquête de nouveaux droits, la régulation par la loi face aux marchés.

La mondialisation ne signifie pas l'impuissance publique, mais impose de changer les outils de la puissance publique. **Personne ne croit à l'improvisation d'un nouveau modèle mondial.** L'enjeu pour nous est de reconstruire une perspective crédible sur notre insertion dans la mondialisation. La crise crée des conditions politiques pour construire une nouvelle attitude ferme et réformatrice face à la mondialisation : des objectifs précis sur de nouvelles règles pour le commerce mondial, de nouvelles régulations pour la finance et de nouveaux accords pour la protection de l'environnement doivent être portés hauts et forts par les socialistes.

En cela, nous nous différencions du modèle dominant au sein de la gauche réformatrice européenne depuis les années 90, aujourd'hui à bout de souffle, qui a accepté les contraintes de la mondialisation libérale, et imposé les sacrifices sociaux qu'elle implique (limitation des salaires, réduction de la protection sociale, filets protection minimums). Nous nous opposons également à la pratique national-libérale de Nicolas Sarkozy, qui contredit ses discours sans lendemain sur la régulation mondiale.

Pour l'autorité et la sécurité, les échecs de la droite rendent encore plus nécessaires le réinvestissement de ces sujets par la gauche. Cela passe par un discours très offensif sur le respect et la civilité, face à la société de défiance, de violence et de...bling-bling que construit Nicolas Sarkozy. Face à lui et au monde de l'argent qui le soutient, l'autorité juste doit être un thème de gauche

La société française ne peut se passer plus longtemps de règles justes pour les rémunérations, les revenus et la redistribution.

Le partage entre les profits et les salaires doit être éclairé et débattu devant les Français de manière incontestable.

De façon brûlante, l'explosion des hautes rémunérations (et des inégalités de revenus) depuis 10 ans, la faiblesse des salaires nets, la part croissante des bas et très bas salaires minent les rapports sociaux dans l'entreprise et dans l'ensemble du pays.

Chacun le mesure, il est grand temps que des rémunérations justes rendent sa dignité au travail. Aujourd'hui, ni la négociation salariale dans son cadre actuel,

ni aucune norme partagée, ni la fiscalité ne permettent à la société française d'adhérer à une idée

Il y a donc urgence à construire, par le dialogue social, par la loi s'il le faut, une norme commune sur les échelles de rémunération dans l'entreprise, et le plafonnement des plus hautes rémunérations.

* * *

TROIS ENTREES POUR PREPARER L'AUTRE SOCIETE

Plusieurs terrains ont été reconnus. Quand les Français prennent la parole, ils renvoient aux socialistes une image de notre pays, mais aussi leurs attentes, et des questionnements très directs, dans trois directions :

1- La France forte de ses valeurs.

- **Une République unie, mais pas uniforme** : c'est le cadre qui doit gérer les différences. La diversité fait partie de notre patrimoine, avec la pluralité des références culturelles, sociales et ethniques qui enrichissent la France d'aujourd'hui. La conquête de l'égalité réelle va de pair avec la diversité. Mais elle se heurte aussi à des identités de refus de participer à la société comme trop souvent à la démission de l'Etat.

- **La force de la France, c'est apprendre à accueillir et à accepter les autres** : ceux qui étudient, ceux qui travaillent, ceux qui voyagent, ceux qui sont forcés à l'exil ou au transit. La gauche ne saurait cautionner par son silence la peur de l'autre.

De Sangatte à aux quartiers de nos villes où les migrants et leurs familles sont poursuivies, de Ceuta à Lampedusa, la France et l'Europe contredisent leur message universel par les traitements infligés aux candidats à l'immigration. Elles l'entachent quand des enfants scolarisés depuis des années risquent l'expulsion à chaque instant.

- **Au-delà de ces évolutions, les Français restent attachés à une conception de la France ancrée dans son histoire.** La droite l'a parfaitement compris et ne manque pas une occasion de se poser en défenseur du « modèle français » après l'avoir tant pourfendu et alors même qu'elle le détruit dans les faits. Notre responsabilité est de transmettre cette identité et ce récit national, modelés par les valeurs de la Révolution française et des combats pour la liberté et l'égalité, par la laïcité, par l'ouverture aux autres et le métissage. Sachons parler de la France et de son histoire, sans avoir peur de rendre compte de ses heures sombres, sans construire un récit partial ou artificiel.

2- Le progrès économique, écologique et social.

L'enchaînement des crises économiques, et surtout la dernière, condamne les valeurs de l'ultralibéralisme économique. La recherche du profit maximum, la pression du court-terme, le désengagement de l'Etat ont façonné les années récentes. Notre premier devoir est donc de réarmer la puissance publique, à l'échelle de la France et de l'Europe, pour redonner à l'économie réelle toute sa place, que l'économie financière avait usurpée, jusque dans ses récents dérèglements. Nous avons à inventer un modèle original d'innovation, qui sache allier la souplesse des startups de la nouvelle économie, et la longue durée des succès de la recherche publique, aujourd'hui paupérisée.

Nous allons, sans remords, vers un temps postproductiviste.

Une recherche sélective de croissance, des gains de productivité liés à l'innovation peuvent accompagner l'abandon de l'objectif productiviste : « produire toujours plus avec moins ». Les socialistes doivent ouvrir ce débat longtemps différé en leur sein, pour **une croissance écologique et solidaire**, qui dépasse l'ambition d'une croissance verte. **Une pensée en mouvement doit se construire au croisement du socialisme démocratique et de l'écologie politique.** Nous l'enrichirons avec les armes de la régulation, la fiscalité incitative, le soutien à la recherche, mais en misant aussi sur la participation des citoyens, en particulier pour la production d'énergie. C'est le début d'un choix de civilisation.

Ce qu'il faut sauver et transformer à la fois, c'est notre modèle social.

Le modèle social est notre capital commun, fruit des luttes du Front Populaire, de l'héritage de la Résistance et de la Libération, de l'action opiniâtre des gouvernements de gauche, jusqu' à la CMU et l'APA.

La mondialisation le prend en otage, en organisant la concurrence entre les salariés, entre les pays, et entre les continents.

Nous le savons menacé par des attaques idéologiques, fragilisé dans son financement. A cela, la droite ne répond pas ; elle laisse filer les déficits, et en particulier, celui de l'assurance-maladie (pour demain, dérembourser les soins, augmenter les franchises, et au final, privatiser l'offre de soins et une bonne partie de la sécurité sociale).

Mais **ce modèle montre aussi des limites.**

- **Il n'a pas anticipé l'explosion de la précarité, elle est aujourd'hui maximale.**
- Il oublie que **le temps de la vie au travail doit être aussi un temps choisi**, pour la formation en particulier, pour l'éducation tout au long de la vie, et un jour, pour la retraite.
- Le financement des protections collectives, en grand danger, doit être au centre du nouveau contrat social.

Un modèle qui prévient et qui protège, c'est mieux qu'un modèle qui répare.

Il faudra, avec les Français, s'interroger sur :

- ce qui dans notre modèle social, fait réellement protection ou ce qui relève de choix personnels libres et acceptables.
- sur ce qui relève de la prévention, de l'action collective prévoyante ou ce qui relève de la réparation, de la remédiation.

De nouveaux droits, une nouvelle Sécurité sociale sont à imaginer, à commencer par la sécurité sociale professionnelle.

Le système de santé, historiquement fondé sur l'offre de soins, doit opérer une mutation fondamentale vers la médecine préventive et prédictive.

3- L'avenir de la jeunesse

D'abord repenser le rôle de l'école et faire en sorte qu'elle cesse de classer, trier et sélectionner les enfants dès leur plus jeune âge. Le rôle premier de l'école, dans les premières années de scolarité, n'est pas de sélectionner des futurs employés, mais bien d'éduquer, c'est-à-dire de dispenser une culture commune et d'atténuer les différences sociales. Ensuite, dans un second temps, l'école doit effectivement dispenser des compétences qui préparent à la vie professionnelle. Mais l'orientation sera vécue d'autant moins douloureusement qu'elle s'effectue plus tardivement, auprès de jeunes adultes plus âgés disposant d'une solide culture commune.

Il faut également se garder des politiques fixant des objectifs chiffrés en termes de taux de scolarisation. Il n'est certes pas question de revenir sur les politiques de massification scolaire qui ont permis l'accès à l'enseignement supérieur des enfants des classes populaires, mais plutôt que de tout faire pour que 80% d'une classe d'âge accède à la licence, la première priorité devrait être de lutter contre les sorties du système scolaire sans aucun diplôme de dizaines de milliers de jeunes.

Une telle politique devrait aller de pair avec la mise en place d'une orientation plus professionnelle et le renforcement de l'attrait de la vie professionnelle. Enfin, il faut apporter une réponse à l'exception française que constitue la coexistence de deux filières distinctes dans l'enseignement supérieur : l'université, qui porte seule le poids de la massification, et les grandes écoles auxquelles accèdent moins de 3% d'une classe d'âge, et qui sélectionnent les meilleurs étudiants, issus des milieux sociaux les plus favorisés, pour lesquels l'Etat dépense deux fois plus chaque année que pour un étudiant à l'université. Face à cette inégalité inacceptable, il convient de tout faire pour multiplier les passerelles entre ces deux filières, par exemple en généralisant les diplômes communs.

Depuis trop longtemps, les politiques publiques se sont traduites par *des mesures s'adressant à la jeunesse comme une catégorie particulière*, ce qui est dans l'ensemble une erreur. D'abord parce que les dynamiques qui frappent négativement la jeunesse, étroitement liées aux mutations du capitalisme,

concernent l'ensemble de la population active. Ensuite parce qu'elles ont contribué à créer une catégorie à part, à la charge de la famille ou des dispositifs d'insertion aidés par l'Etat, incapable d'assurer les conditions de son autonomie (*l'allocation d'autonomie régulièrement proposée par la gauche n'a jamais été acceptée*). La multiplication de ces mesures catégorielles a créé au fil des années un socle de dispositifs totalement illisible.

A rebours de ce schéma, il conviendrait, comme dans les pays scandinaves, de *considérer la jeunesse comme partie prenante de la société*, par exemple en ouvrant l'ensemble des droits à tous les citoyens dès l'âge de 18 ans.

Par ailleurs, penser en termes de parcours de vie, et non plus de catégories liés aux âges de la vie, permettrait d'atténuer la peur du déclassement. Cette orientation conduirait à *favoriser le retour aux études, multiplier les possibilités de mobilité entre l'emploi et la formation, laisser le temps du choix* pour en finir avec ce sentiment très français : celui de ne pas avoir le droit à l'erreur.

Tout au long de la vie des Français, l'organisation des temps, entre le travail et la formation, dans l'emploi comme dans les périodes de chômage, constituera le prolongement pour les adultes de ce que fut, sous la Troisième République, le droit à l'école de tous les enfants.

* * *

REINVENTER LA DEMOCRATIE

Notre pays affronte depuis longtemps, et sans sursaut salutaire jusqu'ici, une crise démocratique, qui n'épargne ni le Parti socialiste, ni aucun autre parti politique. Interrogés, les Français, plus encore les jeunes, expriment une défiance chronique à l'égard des acteurs institutionnels.

Le poison des promesses non tenues discrédite la politique et affaiblit la démocratie. Sécurité, pouvoir d'achat, emploi : tout a été promis par Nicolas Sarkozy. Rien n'a été tenu. **Cette panne de confiance est d'abord une panne de résultats, mais aussi une panne de direction.** Entre l'ultralibéralisme affiché depuis 20 ans et l'interventionnisme sans lendemain, où est le cap ?

L'ultralibéralisme est à la source de la crise, et tout d'un coup, les pyromanes deviendraient les meilleurs pompiers. Le volontarisme se mesure aux résultats. La Lorraine pleure Gandrange, quand l'impuissance succède aux effets de tribune. En réalité : un peu de Colbert, beaucoup de Thatcher.

La concentration du pouvoir, l'affaiblissement du Parlement, des syndicats ou des associations nous poussent à réinventer un autre usage, une autre pratique des institutions, une autre République, qui ne se contente pas de prendre acte de la présidentialisation du régime. **La pratique du pouvoir présidentiel produit un « désert démocratique ». A nous de repeupler la démocratie !**

Sans attendre 2012, **faire un projet de société avec les Français, ce sera à chaque étape, partager la parole.** C'est en soi une position politique et des engagements qui sont proposés, un acte fort de réinvention démocratique. L'élaboration du projet avec les Français, avec la participation des militants, est ce nouveau défi. Alors, nous parlerons de la France avec les Français- et non plus seulement du Parti socialiste. Un projet de société ne s'écrit pas, ne s'écrit plus en circuit fermé.

En provoquant cette immersion dans le pays, nous créerons une ouverture indispensable, une capacité à échanger, une nouvelle manière d'écrire un projet de société, et une parole publique vivante.

Nous mènerons de front deux démarches, pour réussir la mobilisation et le travail de fond. Nous puiserons dans le dialogue direct dans notre pays la force et l'imagination nécessaires, l'intelligence des territoires et la confrontation loyale avec le réel.

Le travail collectif s'engage simultanément dans notre convention sur le modèle de développement. Tous les rendez-vous, avant et après l'élection régionale permettront d'élaborer nos orientations et nos propositions. Ils concernent l'éducation, la culture, la ville, les territoires...A chaque moment, c'est notre engagement, nous enrichissons et testerons nos idées et nos solutions concrètes auprès des militants dans les fédérations, et bien sûr, auprès des Français.